

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

**DIRECTION GENERALE DES ETUDES, FINANCES ET RELATIONS
INTERNATIONALES**

**DIRECTION DES ETUDES, DE LA RECHERCHE, DES STATISTIQUES ET
DES RELATIONS INTERNATIONALES**



ACTES DE LA JOURNEE ECONOMIE ET FINANCE DE LA BEAC

« Défis et opportunités des tarifs douaniers américains

pour les économies de la CEMAC »

Yaoundé le 07 août 2025

SOMMAIRE

Introduction générale	2
A. Rapport de l'intervention 1 : Contexte général.....	3
1. Présentation de l'intervention.....	3
2. Recommandation	4
B. Rapport de l'intervention 2 : impacts des mesures américaines sur le commerce et les opérateurs économiques.....	4
1. Présentation de l'intervention.....	4
2. Recommandation	5
C. Rapport de l'intervention 3 : analyse des conséquences des mesures américaines sur la politique budgétaire et la gestion de la dette en zone CEMAC	6
1. Présentation de l'intervention.....	6
2. Recommandation	6
D. Rapport de l'intervention 4 : Implications pour la politique monétaire et la dynamique des réserves de change.....	7
1. Présentation de l'intervention.....	7
2. Recommandation	7
E. Rapport des discussions externes	8
1. Impact de la tarification douanière américaine sur la CEMAC	8
2. Commerce intra-africain et intégration régionale	9
3. Capacité de réaction et d'adaptation des économies locales	9
4. Gouvernance et volonté politique	9
5. Rôle des institutions financières.....	10
Conclusion et perspectives.....	10

Introduction générale

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a organisé, le 24 juillet 2025, sa première Journée Economie et Finance sous le thème « Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC ». Cette Journée était présidée par Monsieur MAHAMAT DJIBRINE SOULEYMAN, Directeur Général des Etudes, Finances et Relations Internationales (DGEFRI). Elle intervient dans un contexte où la BEAC souhaite encourager la réflexion autour des thématiques économiques et financières susceptibles d'impacter la sous-région, tant à court qu'à long terme. Parallèlement, elle intègre le souci pour la Banque Centrale d'encourager son personnel à se perfectionner à l'art de la communication en public.

Cette conférence avait pour objectif, au-delà d'édifier les participants sur les potentiels impacts directs et indirects sur les économies des pays de la CEMAC de la politique commerciale adoptée par le président Donald TRUMP, d'envisager des stratégies pour y faire face. La qualité des échanges qui en ont découlé a permis de proposer des mesures concrètes à adopter pour que les pays membres puissent mieux s'adapter à cette nouvelle donne du commerce mondiale.

Les interventions au cours de cette journée étaient les suivantes :

1. « Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : éléments de contexte. **M. Emile Thierry MVONDO** ;
2. « Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : débouchés commerciaux et accélération de la diversification. **M. Narcisse CHASSEM** ;
3. « Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : conséquences pour la politique budgétaire et la gestion de la dette **M. Guy Innocent DIFFOUCO** ;
4. « Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : implications pour la politique monétaire et la dynamique des réserves de change. **Mme Arlette Flore BELABOUT OTAM**.

À la suite de ces interventions, la parole a été donnée aux discutants externes qui ont partagé leurs points de vue et contribué à enrichir les interventions. Il s'agit de :

- **M. Gabriel NGAKOUMDA**, représentant du MINFI ;
- **M. Pierre KAMMOGNE**, Afriland First Bank;
- **M. Alain MOUAFO** Citibank ;
- **Pr. Désiré AVOM**, Université de Yaoundé II - Soa et ;
- **Pr. MINKOUA**, Université de Yaoundé II - Soa.

Les présents « Actes de la Journée Économie et Finance de la BEAC » retracent l'ensemble des interventions ainsi que les discussions des participants externes, mettant en lumière la richesse des échanges et la diversité des points de vue exprimés au cours de cette rencontre.

A. Rapport de l'intervention 1 :

« Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : éléments de contexte

Auteur : Emile Thierry MVONDO
ADERSRI-R BEAC

Modérateur : MVONDO Emile Thierry
ADERSRI-R

1. Présentation de l'intervention

Cette intervention s'est articulée autour de la réponse à trois questions :

1. Pourquoi le Président TRUMP, Chef d'un Etat ayant toujours prôné le libre-échange et donc créateur de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) aura définitivement marqué ses deux mandats par des velléités de retour à un protectionnisme ancien ?
2. Quelle sont les principales mesures adoptées par le Président TRUMP pour atteindre son but et, quelle ont été les réactions des partenaires commerciaux des USA ?
3. Que pensent les analystes des potentiels effets de ces mesures ?

En rapport avec la première question, le discours du Président TRUMP plonge ses racines dans la critique de la politique commerciale américaine depuis les années 1980, caractérisée par des déficits commerciaux et publics qui se sont creusés. Cette situation a été entretenue par un accord tacite durant toutes ces décennies de mondialisation. Les ménages américains achetaient des produits bon marché, ce qui permettait aux autres Etats de se développer et en échange ils achetaient de la dette américaine, ce qui permettait de financer le pays à taux d'intérêt bas. Cet accord implicite a été gagnant-gagnant pendant longtemps, jusqu'à ne plus être du tout contrôlé.

En rapport avec la deuxième question, l'administration américaine a estimé que la solution à ces déficits structurels passerait par l'application de droits de douane réciproques avec les partenaires commerciaux des USA. Ainsi, le pourcentage de droits de douane est obtenu comme la moitié du ratio du déficit commercial des Etats-

Unis avec le pays concerné sur son total des importations vers les USA. Parallèlement, cette tarification pourrait générer des revenus annuels de 600 milliards de dollars, en plus de stimuler l'industrie nationale et de ramener des emplois dans le secteur manufacturier. Ainsi, il a été décidé la mise en place de tarifs douaniers à l'encontre de tous les partenaires commerciaux des Etats-Unis, pour un montant compris entre 10 et 49 %.

En rapport avec la troisième question, les analystes pensent que les effets escomptés pourraient ne pas être ceux attendus : (i) détournement des échanges ; (ii) délocalisations des firmes vers les USA ; (iii) mise en place de divers avantages commerciaux en faveur des Etats-Unis et ; (iv) financement de la politique de baisse des impôts des USA. Toutefois, poursuivent-ils, la cause du déficit américain est connue : la surconsommation. L'épargne des ménages américains est quasiment inexistante et le surendettement est chronique. De ce fait, la solution se trouverait probablement dans leur stabilisation, sans forcément les résorber complètement.

2. Recommandation

Ces choix américains, qui remettent en question le rôle de l'OMC et annulent les accords de l'AGOA, imposent à la CEMAC de mettre en place une véritable stratégie pour y faire face. Cette stratégie devrait partir d'une analyse des conséquences pour la zone (inflation et érosion des parts de marché, compression des marges bénéficiaires, perturbations logistiques et incertitudes financières), pour identifier les nouveaux segments de marché, innover et différencier, puis repositionner l'offre sur ces segments.

B. Rapport de l'intervention 2

« Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : débouchés commerciaux et accélération de la diversification

Auteur : Narcisse CHASSEM
GECAM

Modérateur : MVONDO Emile Thierry
ADERSRI-R

1. Présentation de l'intervention

Dans un contexte marqué par l'augmentation des tensions commerciales mondiales, notamment les hausses tarifaires américaines, l'objectif de l'intervention de Monsieur CHASSEM était d'évaluer les effets directs et indirects de ces mesures sur les échanges commerciaux et les opérateurs économiques de la CEMAC.

L'intervenant a d'abord souligné la forte dépendance des pays de la CEMAC vis-à-vis de quelques partenaires commerciaux majeurs — en particulier l'Union européenne, la Chine et l'Inde —, représentant ensemble plus de 60 % des exportations régionales, tandis que les Etats-Unis n'en représentent qu'environ 2 %. Si l'impact direct des tarifs américains apparaît donc limité, Monsieur CHASSEM a mis en garde contre des effets indirects potentiellement importants : ralentissement de la demande mondiale, baisse des prix des matières premières, réduction des recettes d'exportation, et par ricochet, affaiblissement de la croissance économique. En réponse à cette vulnérabilité, il a plaidé pour une diversification économique volontariste, inspirée notamment des modèles du Golfe, articulée autour de la transformation locale, l'intégration régionale, la conquête de nouveaux marchés (ZLECAF, Afrique de l'Ouest, pays émergents du Sud global), et le renforcement du capital humain et des infrastructures.

2. Recommandation

Monsieur CHASSEM a formulé plusieurs recommandations structurantes pour permettre à la CEMAC de surmonter sa dépendance commerciale et renforcer sa résilience :

- **Diversifier l'économie** au-delà des matières premières, en développant notamment les secteurs agroalimentaire, pharmaceutique, textile et construction.
- **Exploiter de nouveaux marchés** tels que ceux de la ZLECAF, du Nigéria, de l'Afrique de l'Ouest et des pays émergents (Brésil, Turquie, etc.).
- **Investir dans les infrastructures** de transport et d'énergie, afin de fluidifier les échanges et faciliter la transformation locale.
- **Créer des zones économiques spéciales (ZES)** favorisant l'attraction des investissements et la montée en gamme des exportations.
- **Renforcer l'intégration régionale**, en supprimant les barrières non tarifaires, en harmonisant les normes et en facilitant la libre circulation des biens et services.
- **S'inspirer du modèle des pays du Golfe**, en réinvestissant les revenus des matières premières dans le capital humain, les infrastructures et les champions nationaux.
- **Améliorer la gouvernance**, en assurant une meilleure transparence, une lutte efficace contre la corruption, et une stabilité politique durable.

C. Rapport de l'intervention 3

« Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : conséquences pour la politique budgétaire et la gestion de la dette

Auteur : **InnocentDIFFOUO**
DGD

Modérateur : **MVONDO Emile Thierry**
ADERSRI-R

1. Présentation de l'intervention

Dans un contexte de montée du protectionnisme commercial, l'intervention du Dr Innocent DIFFOUO visait à analyser les implications des récentes mesures tarifaires américaines sur les politiques budgétaires et la gestion de la dette publique dans les pays de la CEMAC.

L'intervenant a d'abord clarifié les notions clés telles que la fiscalité douanière, la politique budgétaire et la dette publique. Il a souligné que l'impact direct des hausses tarifaires américaines reste modéré pour la sous-région, compte tenu du faible volume des échanges avec les États-Unis (environ 6 % des exportations en 2024). Toutefois, il a attiré l'attention sur les effets indirects possibles, notamment sur les filières pétrole et caoutchouc, et a plaidé pour une lecture stratégique de cette conjoncture comme une opportunité de transformation structurelle. Il a ainsi proposé une série de leviers à activer pour renforcer la résilience budgétaire et économique de la région face aux chocs exogènes.

2. Recommandation

Parmi les recommandations les plus pertinentes formulées par Dr DIFFOUO, on retient :

- **Accélérer la transformation structurelle des économies de la CEMAC**, en sortant de la dépendance au secteur primaire et en promouvant l'industrialisation et la transformation locale des matières premières.
- **Renforcer les mécanismes de substitution aux importations**, notamment via des politiques fiscales incitatives, comme les exonérations sur les équipements de production et l'application ciblée de droits d'assise sur les produits importés substituables.
- **Dynamiser les échanges intra-régionaux** en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires et en fluidifiant la libre circulation des biens et des personnes.
- **Promouvoir le « Made in CEMAC » et le patriotisme économique**, en incitant les consommateurs à privilégier les produits locaux et en adaptant les programmes d'enseignement aux réalités économiques régionales.

- Renforcer la gouvernance budgétaire par une meilleure gestion des ressources, la lutte contre l’informel, et la promotion du civisme fiscal pour limiter le recours excessif à l’endettement.
- Attirer les investissements directs étrangers via des incitations ciblées et la mise en place de zones économiques spéciales, afin de faire de la sous-région un espace de production compétitif pour les marchés extérieurs.

D. Rapport de l’intervention 4

« Défis et opportunités des tarifs douaniers américains pour les économies de la CEMAC » : implications pour la politique monétaire et la dynamique des réserves de change

Auteur: Arlette Flore BELABOUT OTAM
ADERSRI-EC

Modérateur : Emile Thierry MVONDO
ADERSRI-R

1. Présentation de l’intervention

Dans un contexte marqué par l’essor du protectionnisme américain et la réorganisation des chaînes de valeur mondiales, l’intervention de Madame Arlette FLORE BELABOUT OTAM visait à analyser les implications de ces mutations sur la politique monétaire et les réserves de change de la CEMAC.

Elle souligne que l’impact direct des mesures tarifaires américaines sur la région est relativement limité, les échanges directs entre la CEMAC et les États-Unis étant faibles. Toutefois, elle met en évidence plusieurs canaux indirects à travers lesquels ces politiques influencent la région : (i) la détérioration des relations commerciales entre les États-Unis, la Chine et l’Union Européenne, principaux partenaires de la CEMAC, avec pour effet une baisse des cours des matières premières ; (ii) la perturbation des chaînes de valeur mondiales, induisant une inflation importée ; et (iii) l’incertitude sur les marchés financiers, augmentant les primes de risque et les coûts de financement des États africains. Elle appelle à une lecture nuancée des effets attribués à la politique américaine, rappelant que certains déséquilibres économiques étaient déjà à l’œuvre avant les décisions de l’administration TRUMP.

2. Recommandation

Madame BELABOUT OTAM propose plusieurs recommandations clés pour faire face à cette période d’incertitude accrue :

- Renforcer le suivi des chaînes de valeur mondiales, afin d'anticiper les effets de second tour des mesures commerciales étrangères sur les prix intérieurs (inflation importée).
- Maintenir une vigilance accrue en matière de politique monétaire, avec un monitoring rigoureux des évolutions internationales pouvant affecter la stabilité financière régionale.
- Diversifier les partenariats commerciaux pour réduire la dépendance vis-à-vis des grandes puissances affectées par les tensions géopolitiques.
- Renforcer les mécanismes d'accès au financement intérieur, en prévision d'un durcissement possible des conditions d'accès aux marchés extérieurs, notamment à cause de la hausse des primes de risque.
- Mettre l'accent sur la coordination entre politique monétaire et stabilité financière, en intégrant les risques d'inflation et de pressions sur le crédit dans les prises de décision de la Banque Centrale.

E. Rapport des discussions externes

Thème:	Discussions externes relatives aux différentes interventions
Auteur:	M. Gabriel NGAKOUMDA <i>Représentant du MINFI</i> M. Pierre KAMMOGNE <i>Afriland First Bank</i> M. Alain MOUAFO <i>Citibank</i> Pr. AVOM Désiré <i>Universitaire</i> Pr. MINKOUA <i>Universitaire</i>
Modérateur :	Emile Thierry MVONDO <i>ADERSRI-R</i>

Les discussions externes ont permis un enrichissement des interventions précédentes à travers des contributions d'experts venant des secteurs académique, bancaire et institutionnel. Plusieurs axes majeurs ont été abordés, dont les impacts indirects de la tarification douanière américaine, les perspectives de commerce intra-africain, la gouvernance et les capacités d'industrialisation de la sous-région CEMAC.

1. Impact de la tarification douanière américaine sur la CEMAC

Les discutants ont souligné que même si les exportations de la CEMAC vers les Etats-Unis représentent une part marginale (2,1 à 3 %), les effets indirects des politiques tarifaires américaines pourraient être significatifs, en raison de la dépendance de la

région à l'égard de partenaires comme la Chine et l'Union européenne. En cas de récession mondiale déclenchée par les tensions commerciales, la CEMAC subirait un contrecoup via la contraction de la demande extérieure. La discussion a également mis en lumière le manque de résilience commerciale de la région face aux chocs externes. Il est donc recommandé de renforcer la veille économique régionale et de diversifier les partenaires commerciaux afin de limiter la vulnérabilité aux dynamiques mondiales.

2. Commerce intra-africain et intégration régionale

Le commerce intra-africain a été reconnu comme un levier stratégique pour réduire la dépendance extérieure et créer des chaînes de valeur régionales. Toutefois, cette ambition reste freinée par des facteurs structurels tels que la faiblesse des infrastructures de transport, la non-harmonisation des règles douanières, les barrières non tarifaires, et surtout une industrialisation embryonnaire. Les intervenants ont estimé que la mise en œuvre effective de la ZLECAF pourrait constituer un cadre favorable à cette dynamique, à condition d'une volonté politique affirmée. Il est donc recommandé d'investir dans les infrastructures, de lever les obstacles réglementaires et de coordonner les politiques industrielles pour concrétiser le potentiel du commerce intra-africain.

3. Capacité de réaction et d'adaptation des économies locales

Des exemples concrets, comme la production locale de masques durant la pandémie ou l'utilisation de produits alternatifs dans la boulangerie pendant les crises d'importation, montrent que les économies de la CEMAC disposent de ressources et de savoir-faire endogènes encore peu exploités. Cette capacité d'adaptation spontanée face aux crises devrait inspirer des politiques de soutien à l'innovation locale et à la transformation industrielle. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de bâtir sur ces acquis pour favoriser une production locale compétitive. Il est donc recommandé de renforcer les capacités productives nationales en misant sur l'innovation, l'industrialisation légère et la valorisation des ressources locales.

4. Gouvernance et volonté politique

Le principal frein évoqué par les intervenants reste le déficit de gouvernance, qui empêche la mise en œuvre des nombreuses stratégies déjà identifiées. Malgré des diagnostics clairs, l'absence de suivi, le manque de redevabilité des autorités, et l'incapacité à faire adhérer les populations à des politiques de transformation durable sont récurrents. La comparaison avec les pays du Golfe, qui ont réussi leur diversification grâce à une vision stratégique appuyée sur des réformes institutionnelles fortes, a été citée comme un exemple inspirant. Il est donc recommandé de mettre en

place une gouvernance plus transparente, participative et tournée vers le long terme, en associant les citoyens à la définition et à l'évaluation des politiques publiques.

5. Rôle des institutions financières

Les banquiers présents ont rappelé que le système financier ne peut jouer pleinement son rôle de catalyseur du développement que s'il est intégré à une vision macroéconomique cohérente, portée par des politiques fiscales et budgétaires stables. Ils ont également souligné que la fragmentation institutionnelle et les arbitrages politiques de court terme nuisent à la mobilisation de l'épargne domestique et à l'efficacité des réformes. Une meilleure coordination entre les institutions financières et les organes de décision publique est donc indispensable pour garantir la viabilité des projets économiques régionaux. Il est donc recommandé de renforcer la synergie entre les politiques monétaires, budgétaires et financières à l'échelle régionale, en impliquant les banques dans la planification stratégique.

Conclusion et perspectives

Cette journée a été l'occasion d'échanges riches et pluriels autour des répercussions de la nouvelle politique commerciale américaine sur les économies de la CEMAC. Les différentes interventions ont permis de poser le cadre global des tensions protectionnistes actuelles et d'en analyser les effets, tant directs qu'indirects, sur les économies africaines. Elles ont mis en lumière les vulnérabilités structurelles du commerce extérieur de la région et souligné la nécessité de repenser les modèles économiques en misant sur la diversification et la transformation locale. Les implications budgétaires, la gestion de la dette, les enjeux de politique monétaire, l'inflation importée, les réserves de change et les coûts de financement ont également été abordés en profondeur. Les échanges avec les experts externes ont enrichi les débats, notamment sur les questions de gouvernance, d'intégration régionale, de résilience économique locale et sur le rôle stratégique des institutions financières dans le développement de la sous-région.

De ces échanges, plusieurs recommandations fortes ont émergé. Sur le plan économique, les participants ont insisté sur la nécessité de promouvoir la transformation locale, la diversification sectorielle, l'intégration régionale et l'innovation productive. Sur le plan budgétaire, un accent particulier a été mis sur le renforcement de la gouvernance, de la transparence, du civisme fiscal et des incitations à l'investissement. En matière de politique monétaire, les recommandations ont porté sur une vigilance accrue face à l'environnement international, une meilleure coordination entre politique monétaire et stabilité financière, ainsi qu'un appui renforcé à la résilience financière interne. Enfin, d'un point de vue institutionnel, les participants ont plaidé pour une gouvernance stratégique, inclusive et cohérente,

adossée à des politiques industrielles intégrées et une implication renforcée des acteurs financiers dans les dynamiques de développement régional.

En conclusion, le DGEFRI, Monsieur MAHAMAT DJIBRINE SOULEYMAN a remercié chaleureusement tous les intervenants et participants pour la qualité des échanges. Il a souligné l'importance de poursuivre ces réflexions au sein de chaque institution, afin de faire émerger des solutions concrètes et durables pour le développement des économies de la CEMAC. Il a enfin encouragé la pérennisation de ce type d'initiatives, dans le but de continuer à réfléchir collectivement aux défis économiques contemporains et de construire des réponses concertées, adaptées aux réalités de la sous-région.